L’enseignant d’université pense que le nouveau remaniement gouvernemental, est le fruit d’une guerre de réseaux.

Les débats dominicaux sur les chaînes de télévision camerounaises, ont tourné ce 6 janvier 2019, autour du remaniement ministériel opéré par le Président de la République il y a deux jours.

Nombre d’observateurs pensent que ce réaménagement, 44 mouvement de ministres effectué par Paul Biya depuis son accession à la Magistrature suprême en 1982, ne répond pas aux attentes d’un peuple qui vient de traverser une année difficile, marquée notamment par l’intensification de la crise anglophone, le scandale autour du retrait de la CAN 2019 et des difficultés d’ordre économique.

Parmi eux, Pascal Messanga Nyamding. L’atypique militant du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir, était dans le panel de l’émission Club d’Elites de la chaîne de télévision privée, Vision 4. Très acerbe, l’enseignant d’université a laissé entendre que, le nouveau gouvernement n’est pas l’œuvre du Chef de l’Etat. «Lorsqu’on regarde ce remaniement au niveau politique, on ne sent pas la main du Chef de l’Etat. Moi j’ai l’impression que ce n’est pas le Président Biya qui a fait ce remaniement», a affirmé celui qui enseigne à l’Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC),

laissant penser que les décisions auraient été prises au niveau du Secrétariat général de la Présidence.

«Ce remaniement ministériel obéît à deux déterminants à savoir le déterminant politique et le contrôle du pouvoir. Sur le plan politique, l'agenda présidentiel n'est pas toujours respecté par certains des collaborateurs du Chef de l'Etat. Pour ce qui est du contrôle du pouvoir, les réseaux qui se sont multipliés, se sont tous positionnés. Ceux qui étaient soupçonnés de pouvoir succéder au Chef de l'Etat à l'instar de Laurent Esso (ministre de la Justice) et René Sadi (ministre de la Communication), ont tous été écartés», a analysé Messanga Nyamding.

Le membre du Comité Central du RDPC croit par ailleurs qu'il s'agit d'«un gouvernement de règlement de comptes et de neutralisation politique. Moi, je fais partie de ceux qu'on neutralise notamment au Secrétariat général de la Présidence et au Secrétariat général du Comité central. Mais ils oublient que des batailles vont revenir et il faut des hommes capables de soutenir ces batailles», a-t-il conclu.

Cameroun-Info.Net